

LE CITOYEN

www.le-citoyen.info
Journal d'opinion

Janvier 2011 – N° 37 – 5ème année

Notre journal vous présente ses meilleurs voeux pour 2011



Tous nos vœux aux lecteurs du Citoyen ! Que pourrait-on vous souhaiter ?

De vivre dans un pays où la plupart des médias ne seraient pas les complices d'un Etat UMP ?

Un Etat qui ne serait plus le larbin des banques et du CAC 40, de savoir que vous pourriez compter sur cet Etat qui serait soucieux de la protection de TOUS ses citoyens pour leur assurer un véritable accès à l'éducation, à l'emploi, à la formation, aux soins, au logement ?

De vivre dans un pays libre où les forces de l'ordre ne feraient pas de rafles dans les écoles pour embarquer des enfants « sans papiers » ?

Si tous ces vœux s'accomplis-

saient, vous ne seriez pas en France !

Car nous vivons dans la France de Sarkozy et son Etat UMP qui a réussi à faire plus de casse en quatre ans que ses prédécesseurs en trente ans... Ce président Sarkozy, toujours soutenu au niveau local, par X. Odo, et l'opposition de Droite.

Alors, comment peut-on vous souhaiter une « bonne » année 2011 ?

En publiant « Le Citoyen » qui restera attentif aux événements de l'année 2011, afin de vous délivrer les véritables informations, et vous faire part de nos analyses.

Christian Goubert

P.2 / 3 CONSEIL MUNICIPAL

L'Ump agite le chiffon de la peur.



P.4 / 5 ECOLE PRIVÉE

Financement ...



P.6 / 7 LA VIE DU CITOYEN

Inauguration...



P.8 LES BRÈVES

Le microcosme local passé au crible ou à la loupe, c'est selon. Humour satire et autres griffures.

édito

DÉSObÉIR



Lorsque le pouvoir en place n'entend plus les cris du peuple, reste sourd à ses revendications et prend des décisions qui portent atteinte à son intégrité, l'heure est venue de désobéir.

Nous vous proposons de faire de cette année 2011 une année de résistance et de désobéissance civile dans tous les domaines où l'avis du peuple est bafoué.

A chaque fois que nous constaterons que la loi est mauvaise, qu'elle est liberticide, qu'elle ne place pas l'être humain au centre des préoccupations ou qu'elle fait peser une menace sur le service public, nous désobéirons !

Nous l'avons fait pour le droit au logement, la biodiversité ; contre les OGM, les expulsions locatives, l'AGCS, le SMA (service minimum d'accueil dans les écoles), etc.

2011 nous donnera, malheureusement l'occasion de compléter cette liste, parce que nous plaçons résolument l'homme au cœur de notre action et, face à l'autisme du pouvoir, la désobéissance demeure la seule action possible.

René BALME

VIVE

École de vidéo et de télévision participative basée à Grigny. Pour voir et entendre les conseils municipaux et la vie locale.
www.vive-fr.org.

M@ISON

Un pôle ressource au service



des usages public de l'internet et du multimédia basé à Grigny.
www.maison-tic.org

KIKAVU

Le portail vidéo des collectivités territoriales. Un projet initié par la ville de Grigny et porté par la M@ison.
www.kikavu.fr

MAIRIE DE GRIGNY

Le site officiel de la ville de Grigny. Tout ce que vous devez et pouvez savoir sur votre ville... et sur sa démarche de démocratie participative.
www.mairie-grigny69.fr

RENÉ BALME

Le site officiel de René Balme, maire de Grigny. Activités, communiqués, prises de position, etc.
www.rene-balme.org

LE CITOYEN

Le site officiel de notre turbulent Citoyen
www.le-citoyen.info

AGENCE PAF

L'agence de presse alternative francophone compile pour vous le meilleur de l'autre presse.
www.agence-paf.net

OULALA.NET

Depuis bientôt 10 ans, ce site animé par qui vous savez décrypte l'actualité nationale et internationale.
www.oulala.net

Quand l'UMP agite le chiffon de la peur

Les prises de positions adoptées par l'UMP locale et son « leader » Xavier Odo ont bien démontré, lors des deux derniers conseil municipaux, qu'à Grigny, comme partout en France, la droite use de la peur pour mieux tromper l'opinion publique. Une vieille technique de propagande inventée par qui nous savons. Ainsi, le 26 octobre 2010, lors d'une motion présentée par Catherine Verzier, élue Front de Gauche pour dénoncer le

De ce fait, la situation des Grignerots sera durement impactée par cette mesure. Mais l'UMP de Grigny relativise : par la voix de Xavier Odo nous avons appris que la diminution des recettes de 2.5 % n'est pas « si drastique » pour les organismes HLM (NDLR c'est tout de même 1 milliard d'euros en trois ans !), et « que la France accuse un déficit de 138 milliards d'euros, de ce fait, il faut bien trouver une solution, c'est pourquoi nous devons faire des



hold-up de l'État sur les HLM, la droite locale s'est offusquée de l'emploi du mot « hold-up », prétextant que c'est un mot irrespectueux. Pourtant, il n'y a pas de synonyme aussi parlant, puisque le gouvernement va prélever un milliard d'euros aux organismes HLM entre 2011 et 2013. Cette ponction se traduira par une taxe de 2.5 % qui s'ajoutera au montant des loyers collectés, soit environ 80 euros d'augmentation de loyer par an et par locataire. Cette taxe dont les médias-amis se gardent bien de parler, au moment où nous vivons une crise du logement qui s'aggrave, où le nombre de demandeurs explose, et où les difficultés de paiement des loyer sont de plus en plus fréquentes. N'oublions pas qu'à Grigny, le parc de logement sociaux représente 34 % de l'habitat, et que nous avons une liste d'attente de plus de 200 familles !

efforts. » C'est curieux, en 2009, l'État UMP a bien trouvé une solution pour renflouer les banques, non ? Et avec quel argent ? Avec nos impôts ! Mais cette vérité n'a pas l'air de déranger M. Odo. Au lieu de se poser les bonnes questions, le leader de l'UMP locale, nous a dressé une nouvelle fois le tableau catastrophique de la crise internationale, et de « la chine qui est prête à mettre sur la table 2 000 milliards d'Euros, et qui pourrait racheter le CAC 40 comme elle a racheté les ports Grecs ». En guise de conclusion à la sauce libérale, Xavier Odo concède sur un ton défaitiste « On peut toujours lutter, mais... pas longtemps ». Manière de dire « Je sais, c'est dégueulasse, mais on y peut rien »... Et d'agiter la peur du lendemain.

ENCORE LA CHINE !

Toujours le conseil municipal du 26 octobre. Christian Goubert, Président du groupe des élus Front de Gauche présentait une motion pour dénoncer le passage en force de la réforme des retraites. À la lecture de la motion, un argumentaire détaillé était fait afin de prouver qu'une autre politique est possible pour réformer plus justement les retraites. L'exemple de la Bolivie fut cité, puisque cet État a récemment avancé l'âge de la retraite de 65 ans à 58 ans pour certaines catégories de travailleurs. Là encore, Xavier Odo a excellé dans son zèle sarkozyste : « Prendre l'exemple de la Bolivie, est-ce qu'on peut comparer la France et la Bolivie ? C'est vraiment rabaisser le débat ! Comparons ce qui est comparable : en Chine, ils n'ont pas de retraite... ». Décidément, ce pays communiste semble inspirer notre Sarkozy local. Curieux tout de même ! Puis vint le moment où Xavier Odo s'est adressé au président des élus du Front de Gauche sur un ton professoral en expliquant que « la retraite par capitalisation existe déjà depuis longtemps en Angleterre. » Voilà un aveu intéressant : il est pour un système qui est le suivant : « j'ai du fric, je peux prendre ma retraite à un âge décent, j'en ai pas, donc je continue de travailler, ou je crève ». Mais le chef de l'opposition locale est parfois malin : il donne l'impression qu'il fait partie de ceux qui veulent sauver le système de retraite par répartition, (comme Sarko) mais il est d'accord pour que la retraite par capitalisation soit légitimée en France, comme Guillaume Sarkozy, frère du Président de la République, et directeur général de Malakoff Médéric, qui est un organisme privé

déjà sur les starting blocs pour lancer des fonds de pensions de retraites par... capitalisation ! Et de conclure, toujours à l'adresse de Christian Goubert que « si on prend de l'argent à des riches comme Madame Béteencourt, je ne suis pas sûr qu'elle sera d'accord ! ». « Pourtant, elle en a déjà donné pas mal à l'UMP, donc elle peut continuer à en donner pour les retraites » a rétorqué René Balme. Piqué au vif, Xavier Odo s'est alors enfermé dans le ridicule, en prétextant que les déficits (encore eux !) doivent être comblés et en citant l'exemple de l'Allemagne qui a – elle aussi – engagé une réforme de son système de retraites. Il concluait en répliquant à Christian Goubert « j'ai l'impression que vous regrettez le temps du mur de Berlin » Un anticommunisme primaire pour réveiller la peur de l'inconnu. Ainsi, la vieille rengaine anticommuniste est le seul argu-

élus du Front de Gauche, certains sont membres du Parti Communiste Français, et nous en sommes fiers ! Parce que le PCF a été en France, l'inspirateur d'une série de conquêtes sociales. Et les élus communistes et apparentés ont toujours revendiqué une société plus juste, une république sociale calquée sur le modèle des Lumières qui ont façonné l'Histoire de notre pays. N'oublions pas que les Communistes ont compté pour beaucoup dans la Résistance contre toute forme de totalitarisme. Ainsi, la Chine Communiste, qui s'est éveillée en eldorado pour capitalistes en mal de main d'œuvre à bon marché, n'est pas un modèle gênant pour les aficionados du libéralisme, du moment que les affaires sont juteuses. Les élus du Front de Gauche proposent tout le contraire : un modèle républicain au sein duquel l'individu, et son environnement sont la priorité absolue au détriment de l'économie de marché.

SAVOIR DIRE NON

Dés 1940, la France était partagée en deux : les pétainistes qui, au nom « d'un lâche soulagement » abdiquaient face aux nazis, et les Résistants qui, de tous bords, Gaullistes ou Communistes, refusèrent toute forme de totalitarisme. Il en est de même aujourd'hui. Mais sur fond de guerre économique. Il y a ceux qui prêchent la parole des banques et du CAC 40 pour mieux enfoncer leur contemporains, et ceux, qui désobéissent et résistent à la pieuvre capitaliste. Choisis ton camp, Camarade !



ment de la Droite Grignerote. Un peu léger Monsieur Odo, il va falloir trouver autre chose ! D'abord parce que parmi les

RENÉ BALME DONNE UNE LEÇON D'ÉCONOMIE À LA DROITE.

Comme la droite locale a engagé le débat sur l'échelon international, le Maire ne s'est pas privé de donner une leçon d'économie à l'opposition. En rappelant tout simplement que lorsque les banques empruntent à 1% (voire 0%) à la F.E.D ou à la B.C.E., les crédits obtenus sont à leur tour prêtés à l'Etat avec un taux allant jusqu'à...4% ! Et ce sont nos impôts qui remboursent ! Cette explication avait pour but de prouver que les banques sont responsables de la faillite des États en prêtant de l'argent beaucoup plus cher que ce qu'elles l'ont emprunté. Cette conséquence du nouvel ordre mondial ne semble pas déranger M. Odo qui n'a pas hésité à répondre au Maire que « le monde dans lequel nous vivons n'est pas un monde de bisounours. » (SIC !). Ce à quoi René Balme a rétorqué qu'il n'est pas normal que l'État s'en prenne au logement social et en affirmant « qu'il faut savoir ce qu'il se passe dans les quartiers, chez les petites gens qui n'ont pas les moyens de se loger convenablement. Alors je sais très bien que nous ne vivons pas dans un monde de bisounours, mais je vous rappelle que l'Etat a le devoir de défendre les intérêts de ses propres citoyens devant le logement, devant la faim, devant la misère, et non pas de défendre uniquement les riches. Pour preuve : les revenus financiers des entreprises et des banques ont augmenté de 143 % entre 1993 et 2009, (Source INSEE) ».

INDIGNEZ VOUS !

Stéphane Hessel
éditions Indigène
N° ISBN 978-2-911939-76-1C'est le best-seller de la fin de l'année 2010. *Indignez vous !* de l'ancien Résistant Stéphane Hessel, s'est vendu à plus de

300 000 exemplaires (Source Edistat). Quelles sont les raisons d'un tel succès ? Parce que nos concitoyens sont conscients que la première décennie de notre siècle s'achève aujourd'hui sur un échec. Et les motifs d'indignation sont nombreux : nos gouvernants n'ont – une fois de plus – pas tenu la promesse d'une plus équitable répartition entre tous, des biens communs essentiels que sont l'eau, l'air, la terre et la lumière. Les injustices se sont multipliées au sein de notre société qui a plutôt régressé, avec plus de très riches et plus de très très pauvres que jamais. Les motifs d'indignation sont donc nombreux. Ce petit livre *Indignez-vous !* est un condensé d'une vingtaine de pages qui dénonce la complicité entre pouvoirs politiques et pouvoirs économiques et financiers. Un gros bémol tout de même et qui prouve qu'il faut savoir rester vigilants : Stéphane Hessel en vient à appeler à soutenir Martine Aubry ou Dominique Strauss-Kahn à la présidentielle de 2012 !

Si l'analyse de Stéphane HESSEL, à travers son ouvrage *Indignez-Vous !*, peut être partagée, il en est autrement de ses choix politiques. Ça sent, même, le plan de communication orchestré.

Le contribuable va-t-il financer l'école privée ?

Un jugement rendu le 14 octobre 2010, par le Tribunal Administratif d'Orléans, autorise les communes à opposer la capacité d'accueil dans leurs écoles publiques pour refuser de payer le forfait communal demandé par une école privée, quand bien même la demande concernerait une période antérieure à la loi Carle du 28 octobre 2009. La commune de Gièvres attaquée par l'organisme de gestion de l'école catholique de l'école de Clamecy, vient ainsi d'obtenir gain de cause en raison de ses efforts permanents démontrés pour accueillir tous les enfants dans ses écoles maternelles et élémentaires publiques. De nombreux maires attendent que ce jugement s'installe dans la jurisprudence, parmi lesquels le maire de Grigny, René Balme, assigné au Tribunal Administratif de Lyon par le Préfet du Rhône en 2006 pour avoir refusé que l'argent public municipal finance les écoles privées.

Le maire de Grigny, se félicitant de ce jugement, commente : « *Ce jugement met fin à une injustice et reconnaît la légitimité du combat mené par de nombreux maires depuis toutes ces années. Ce jugement donne raison à la majorité municipale qui avait délibéré en ce sens en février 2006, contre les voix des élus de l'UMP locale. La Ville de Grigny a construit, entretient et équipe, sur son budget municipal, 3 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires, pour accueillir dans les meilleures conditions les quelques mille enfants scolarisés à ce jour. Elle a toujours donné aux familles grignerotes les moyens de scolariser leurs enfants dans le secteur public à Grigny et elle entend poursuivre cet effort. Le budget consacré à l'activité scolaire à Grigny est de 1 300 000 euros soit 1 300 euros par enfant scolarisé et demeure le premier poste budgétaire de la ville* ».

René Balme a relayé cette informa-



tion reçue de l'Association des Maires Ruraux de France, auprès des maires de l'ensemble du territoire français. Depuis, il reçoit de nombreux messages d'espoir d'élus dans l'attente de diverses reconnaissances bien mises en danger aujourd'hui : la libre administration de la commune, la laïcité. Nombreux espoirs exprimés également sur des valeurs en péril, telle l'utilisation de l'argent public pour le bien du plus grand nombre. Quelques réactions anecdotiques prônent la suprématie du rôle des écoles privées pour le progrès accompli dans l'éducation des enfants et accusent les élus se défendant de les financer de vouloir « une France désinstruite ». Les mêmes suggèrent que les versements des parents aux écoles privées soient déduits des impôts (locaux compris). Ils imaginent un parallèle avec la santé et le fait que la Sécu ne rembourse plus les cliniques privées ! Un sénateur UMP prend les parents en otage en accusant les dits élus de ne pas respecter leur choix et ose le jeu de mot « école privée de moyens ».

Ce sénateur certainement jubile-t-il d'avoir participé à « l'égalité des chances », durant la séance de nuit du 30 novembre au 01 décembre 2010 qui a adopté un amendement au projet de budget 2011 de l'État transférant l'équivalent de 250 postes d'enseignants du public au privé. L'auteur de cet amendement n'est autre que le rapporteur de la loi qui veut imposer le financement des écoles privées par les communes, Jean-Claude Carle qui s'est osé à la provocation en argumentant que cette mesure vise à « réajuster » l'effort demandé au privé en matière de suppression de postes (cf. l'encart ci-dessous).

Interrogée sur cette actualité, Béatrice Rollat, première adjointe au maire chargée des Affaires scolaires déclare : « *La Ville de Grigny investit depuis près de 34 ans dans l'éducation en construisant, en équipant et en dotant de certains personnels les 6 écoles maternelles et élémentaires de la commune. Elle va au-delà en maintenant, contrairement à de nombreuses communes, des services tels la distribution intégralement gratuite des fournitures scolaires, les classes de découverte, etc. Le résultat des comptes, aujourd'hui, révèle que la Ville de Grigny investit davantage dans les écoles que l'Education nationale qui n'a de charge que le salaire des enseignants. L'Etat se détourne scandaleusement de l'instruction publique. Dernièrement encore, avec la faillite du Pôle emploi, les contrats par lesquels étaient recrutés les accompagnateurs des enfants handi-*

capés dans les écoles sont réduits, voire supprimés, alors que dans le même temps les communes sont contraintes à répondre matériellement à l'accessibilité des bâtiments publics pour les handicapés : pourquoi faire s'ils ne peuvent pas suivre correctement les cours ? L'égalité de traitement passe résolument par l'argent public. Oui, cela se finance, entre autres par l'impôt et aujourd'hui il est insupportable que les familles (et les communes) soient de plus en plus ruinées par la société de consommation et la finance que soutient à tout prix le président de la République, Nicolas Sarkozy. Eh bien, il est hors de question que les

communes, les familles, les contribuables fassent les frais de ces choix et j'espère bien que le jugement qui vient de donner raison au maire de Gièvres entrera dans la jurisprudence ».

Alors, pour « finir » et pour répondre à la question que pose le titre de cet article, oui le contribuable va encore financer l'école privée. En 2011, ce sera aussi pour permettre ce transfert équivalent à 250 postes d'enseignants du public au privé. Le maire de Grigny, en revanche, a décidé que ni la taxe d'habitation ni la taxe foncière ne financeront l'école privée.

« (...) Dans sa version initiale, le projet de budget 2011 de l'Education nationale qui prévoit 16 000 suppressions de postes, minimise déjà largement l'effort demandé à l'enseignement privé sous contrat. Lui qui scolarise environ 20 % des élèves, devrait prendre à sa charge 20 % des suppressions de postes, soit 3 200. C'est loin d'être le cas. Comme l'a expliqué Luc Chatel, le gouvernement prend en compte le fait que le privé ne dispose pas de personnels remplaçants ou d'enseignants en surnombre. «Au final, précise le ministre, la règle du 20 % n'est appliquée que sur les postes communs au public et au privé, ce qui a abouti, pour 2011, à 1 633 suppressions de postes», soit seulement 10 % du total. Mais pour le sénateur Carle, le privé était encore trop défavorisé. «L'an dernier, alors qu'il y avait déjà 16 000 suppressions de postes en tout, le privé en perdait 1 400. Cette année, c'est 1 633». Un différentiel de 233 postes – arrondi par ses soins à 250 – qu'il entend donc soutirer au secteur public (...) ».

Source : l'Humanité, 03/12/10.

LA ROUTE VERS LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL.



Editions Demi Lune

Peter Dale SCOTT

Cet ouvrage est une étude ambitieuse, qui décrit avec précision la façon dont, depuis les années 1960, les choix en matière de politique étrangère états-unienne, ont conduit à la mise en œuvre d'activités criminelles, et à leur dissimulation, tantôt partielle parfois totale. Dans ses précédents essais, Peter Dale SCOTT a témoigné de l'implication de la CIA dans de graves exactions dont différents coups d'État, ou dans la mise en place d'une véritable géopolitique de la drogue et des guerres qu'elle permet de financer. Il sonde ici la manière dont les décisions, irrationnelles (voire paranoïaques) et à courte vue, prises par les Présidents américains depuis Nixon ont contribué à engendrer une plus grande insécurité mondiale, notamment en renforçant les réseaux terroristes responsables des attentats de 2001. L'auteur montre comment l'expansion de l'Empire américain depuis la seconde guerre mondiale a conduit à ce processus de décisions iniques et dangereuses dans le plus grand des secrets, souvent à l'insu des responsables démocratiquement élus. D'aucuns crieront sans doute à la « théorie du complot », mais la qualité de l'argumentation, étayée par une documentation encyclopédique fait de ce travail une magistrale et passionnante leçon d'histoire contemporaine, qui nous plonge dans les méandres des rivalités de ceux qui détiennent le vrai pouvoir, pour comprendre le monde tel qu'il est, et non tel qu'il paraît être.

Ailleurs

STRAUSS-KAHN ET LE RÉGIME BEN ALI

La chute de Ben Ali en Tunisie a alimenté de nombreuses réactions de la classe politique française. Du communiqué empreint d'une neutralité déplacée de l'Élysée annonçant que le Président Sarkozy « *prenait acte* » du départ de Ben Ali, (sous entendu : « bon vent ») à la déclaration du PS, soucieux « *d'accompagner le peuple vers la Démocratie* » (B. Hamon) et de vouloir « *geler les avoires en France de Ben Ali* » (S. Royal), chacun y va de son petit refrain. C'est oublier un peu facilement que la Françafrique a toujours eu une succursale au Maghreb : Mitterrand s'est rendu en visite officielle en Tunisie le 6 juin 1989, puis, le 7 mars 1995, sans doute pour



entretenir les rapports diplomatiques nécessaires à l'industrie textile Française qui délocalisait déjà ses sites de production vers ce pays où la main d'œuvre est bon marché ? Que dire de Jacques Chirac, ouvrant ses grands bras et embrassant « *son ami* » Ben Ali, pendant ses vacances en Tunisie, en novembre 1998 ? La palme d'or revient à DSK, « *le plus fidèle héritier du Mitterrandisme* » d'après un récent sondage. Car Dominique Strauss-Kahn a été décoré par le dictateur tunisien le 18 novembre 2008, et élevé au grade de « *Grand officier de l'ordre de la République* ». Lors de ce déplacement, l'actuel Président du FMI avait déclaré « *La Tunisie est un bon exemple à suivre pour beaucoup de pays qui sont émergents* ». Il est vrai que la Tunisie recense un nombre important de diplômés. Mais de diplômés...chômeurs. Décidément, en Tunisie comme en Grèce, le champion du libéralisme économique vaut son pesant d'or !



L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE NOTRE ASSOCIATION

Le 3 décembre 2010 a eu lieu l'assemblée générale du *Citoyen* qui a reconduit le bureau sortant pour une année supplémentaire. Le bureau est composé comme suit :

Président : Christian GOUBERT
Vice Président : Laurent SERVONNET
Secrétaire : Catherine VERZIER
Secrétaire adjointe : Angèle MASALA
Trésorier : Pia BOIZET
Trésorier adjoint : Laurence BRIANE
Membres du bureau : Béatrice ROLLAT, José PIERROT
Porte parole de l'association : René BALME

Les orientations pour 2011 seront nombreuses et rythmeront la vie locale afin de mettre en avant la politique que nous défendons.

Comme nous l'avions indiqué dans notre précédente édition, *Le Citoyen* soutiendra aux élections cantonales le candidat du Front de Gauche, Martial PASSI. Le conseiller général sortant est en effet le mieux à même de porter nos idées lors de cette élection, comme il l'a fait durant ses deux précédents mandats. Cette élection sera un test national, car il permettra de mesurer les rapports de force Gauche/Droite dans la perspective des élections présidentielles et législatives de 2012. Voilà pourquoi le citoyen

a été le premier organe politique à soutenir la candidature de Martial Passi.

Par ailleurs, le Front de Gauche est à l'initiative de la création de cahiers d'exigences populaires. Cette action a pour but de définir pour 2012 le programme du candidat du Front de Gauche aux élections présidentielles. Chaque citoyenne et chaque

citoyen pourra participer à l'élaboration de ce programme. Le *Citoyen* portera cette action à l'échelon local par des rencontres avec la population et par la mise en place d'un forum sur notre site internet.

Le bilan de mi-mandat de la municipalité de Grigny sera aussi l'occasion de relayer les attentes d'une collectivité territoriale sur les cahiers d'exigences populaires. Le *Citoyen* sera aussi partie prenante de la tenue d'un colloque consacré à la désobéissance.

Il aura lieu à Grigny en septembre 2011 en présence de Paul ARIES, fondateur du Sarkophage, et d'autres personnalités.

L'année 2011 sera chargée, mais riche de rencontres et d'actions politiques, qui porteront les couleurs de la Gauche que nous défendons.

UN NOUVEAU LOCAL POUR LE CITOYEN

Dimanche 21 novembre, les militants du *Citoyen* organisaient une matinée boudin pour le plus grand plaisir des habitués du marché dominical.

C'était aussi l'occasion d'inaugurer le nouveau local de notre association qui est désormais situé au 16 rue Jean Jaures. De nombreux militants et sympathisants assistaient à cette inauguration.

Ainsi, René Balme, Porte Parole, et Christian Goubert, Président du *Citoyen*, ont dévoilé l'enseigne du local en présence de Martial Passi, maire de Givors et Conseiller Général du Canton qui était venu en ami. Ce pas de porte situé en centre ville permettra aux membres du *Citoyen* d'organiser des permanences afin de rester en contact avec la population. Sa vitrine a aussi permis au public de découvrir une exposition consacrée au droit de vote des étrangers aux élections locales.

MARTIAL PASSI CANDIDAT DU FRONT DE GAUCHE

Lors de l'inauguration de notre local en centre ville, nous avons été les premiers à déclarer notre soutien à la candidature de Martial Passi pour les élections cantonales de mars 2011. René Balme est désormais le responsable de son comité de soutien, accompagné de Christianne Charnay, 1ère adjointe à Givors. Le *Citoyen* mettra tout en oeuvre pour que le canton de Givors reste à gauche. Il y va de l'intérêt de



nos populations. En effet, l'aide apportée à nos villes par le Conseil Général est loin d'être négligeable et Martial Passi a toujours été attentif aux demandes formulées par la ville dans tous les domaines de sa compétence.

AMENDEMENT CARLE : LE SÉNATEUR QUI VOLAIT 4 MILLIONS D'EUROS À L'ÉCOLE PUBLIQUE !

Il fallait être obstiné pour faire voter une nouvelle atteinte aussi indécente au service public d'éducation... Jean-Claude Carle, sénateur UMP l'a fait ! En pleine nuit et devant une assemblée réduite, il a fait voter un amendement au budget 2011 de l'Éducation Nationale, mesure assurant le transfert de 4 millions d'euros du budget de l'école publique à l'école privé.

UNE ÉDUCATION PUBLIQUE DÉJÀ MISE À MAL, AU PROFIT DU PRIVÉ.

En Novembre 2009, le Sénateur UMP Carle faisait déjà adopter la Loi du même nom, (lire page 4 & 5) prévoyant le financement d'établissements privés par des communes quand certains de ses résidents y étaient scolarisés. Cette loi renforce les inégalités déjà présentes entre l'enseignement public et privé, et légitime toujours plus la fuite vers le privé. A l'heure où la situation de l'éducation nationale est déjà catastrophique dans toute la France, ce vol de 4 millions d'euros au profit du privé est une aggravation supplémentaire des conditions d'études des jeunes scolarisés dans le public.

Agenda

VOEUX DU CITOYEN

Le vendredi 21 janvier 2011
au centre Brenot
18h30

MATINÉE FESTIVE

Place Jean-Jaurès le 13 février
2011 le citoyen organise une
animation en centre ville.

LÉGION D'HONNEUR

Le vendredi 18 février à 18h00
remise de la légion d'honneur à
Martial Passi conseiller général et
maire de Givors.

BUDGET PARTICIPATIF

Soirée consacrée au retour sur
expérience du budget participatif
le vendredi 18 février 2011 à
19h00 salle Brenot.

EXPULSIONS LOCATIVES

Conférence de presse des maires
Front de Gauche
le 23 février 2011 au Club de la
Presse de Lyon à 11h00

CANTONALES

Lancement de la campagne de
Martial Passi
Salle Jean Macé
le jeudi 24 février 2011 à 18h30
sous la présidence de René
Balme

CANTONALES

L'élection des conseillers généraux
aura lieu les 20 et 27 mars
prochain. Le *Citoyen* soutient
la candidature de Martial Passi
Conseiller Général sortant et
Maire de Givors.

MARCHÉ AUX FLEURS
ET DE L'ARTISANAT

le dimanche 17 avril 2011 place
Jean Jaurès à Grigny.

SEMIS DÉSOBÉISSANTS

Lors du marché aux fleurs
le 17 avril 2011

Les brèves

du débat sur la loi NOME au dernier conseil municipal. La loi NOME, vous savez, cette loi qui va « forcer » la concurrence dans le marché



SELON LE PROGRÈS

Notre confrère *Le Progrès* sait compter jusqu'à cent ! Au delà, ça devient plus difficile. C'est le constat que l'on peut faire en lisant le compte-rendu des vœux du maire et de la municipalité de Grigny. Là où les observateurs les plus avisés et objectifs avaient dénombré plus de 400 personnes, *Le Progrès* n'en compte « qu'une centaine » ! Les écoles de journalisme ne sont plus ce qu'elles étaient. On n'y apprend, même plus à compter !

GRAND ÉCART

Monsieur Oriol qui accomplit l'exploit d'être élu sur une liste de l'UMP et adhèrent à la CGT d'EDF, est resté étrangement silencieux lors

de l'électricité avec une conséquence pour le consommateur : 25 % d'augmentation de la facture à l'horizon 2015. Xavier Odo en bon soldat de l'UMP a défendu cette loi lors du débat en conseil municipal tandis que sur le banc de son groupe, c'était plutôt « profil bas », surtout pour Oriol.

CHAUSSETTES DE CHIPIER

Grands éclats de rire en fin de conseil municipal le 14 décembre. Monsieur Chipier assis dans le public derrière Monsieur Odo et qui lui soufflé (trop) souvent à l'oreille ce qu'il doit dire. A la remarque du maire lui rappelant qu'il est interdit de communiquer entre la salle et les élus, réponse de Bernard Chipier : « *ben quoi, je remonte*

mes chaussettes ! ». A l'UMP tout passe par la chaussette : les bulletins de vote à Perpignan et les antisèches à Grigny.

TOUT AUGMENTE !

L'UMP locale fait circuler une pétition pour dénoncer la cherté des impôts locaux. Nombreux sont celles et ceux qui signent, en toute bonne foi. Il est vrai que, présenté de cette manière, c'est un peu comme demander à un aveugle s'il veut voir, à un paraplégique s'il veut marcher... Petit problème d'arithmétique à l'intention de l'UMP : les taux définis par les élus sont identiques pour tout le monde, les bases définies par l'État sont différentes pour chacun des contribuables. Partant du constat que l'écart est de 1 à 25 entre ceux qui payent le moins et ceux qui payent le plus, qui est responsable de la cherté des impôts locaux ?

XAVIER, OÙ ES-TU ?

Le mois de janvier est traditionnellement ponctué par les cérémonies des vœux. Les membres du Citoyen veillent toujours à répondre par leur présence aux invitations qui leur sont adressées. Cette année, nous avons pu mesurer à quel point

XAVIER ODO EST RUINÉ !

Dans une lettre pathétique, adressée à la population le 5 janvier 2011, Monsieur Odo prend conscience que la justice coûte cher. Si l'on se réfère au prix que lui a facturé son avocat – que l'on suppose proche de l'UMP – on peut effectivement dire que notre opposant local s'est un peu « fait avoir » ! Hé, oui ! Xavier Odo doit payer ses frais d'avocat ! Bichette ! Gérer, c'est anticiper. Et sur ce coup le leader de l'UMP locale a carrément démontré qu'en matière de gestion, il laisse quelque peu la place au hasard. Heureusement que les Grignerots ne lui ont pas confié la gestion de la commune ! Mais dans ce courrier l'on apprend que son engagement au service de la collectivité est bénévole. Heureusement puisque celui-ci se limite à assister aux conseils municipaux et à quelques rares commissions. Le reste du temps, Xavier Odo est absent de la vie municipale ! Après le Téléthon, les Restos du Coeur et autres Pièces Jaunes, voici venu le temps de l'Odothon qui consiste à sauver le soldat UMP Xavier des affres de la banqueroute. Sortez vos mouchoirs ! Il est recommandé de pleurer... de rire.

– une fois encore – le leader charismatique du Sarkozysme, alias Xavier Odo, était absent. Jugez plutôt. Cérémonie des vœux de la Municipalité de Grigny : pas de Xavier... Cérémonie des vœux de la Municipalité de Givors : Xavier Odo, excusé pour cause de vœux de l'UMP à Grigny, et du lancement de sa fameuse souscription. Vœux du centre social, : pas de Xavier. Vœux de l'Excelsior :

toujours de Xavier Odo. Et il a la prétention de vouloir diriger un jour la ville de Grigny ? Mon cher Xavier Odo, les Grignerots veulent échanger avec des élus, pas des fantômes ! Mais pour faire les poches des Grignerots afin d'alimenter votre souscription (voir ci-dessus) là, on sait où vous trouver !

Adhésion

- J'adhère à l'association et je verse la somme de 15 euros par an.
- Je m'abonne au journal Le CITOYEN pour un an et je verse la somme de 15 euros par an.

Nom : _____ Prénom : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Adresse : _____

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à :
Le CITOYEN, 17, place Jean Jaurès 69520 Grigny. Chèques à l'ordre de l'association **Le CITOYEN**.

Le CITOYEN

Directeur de la publication :
Association **Le CITOYEN**
Rédacteur en chef : C. Goubert
Comité de rédaction : le bureau de l'association
Mise en page : **Le CITOYEN**
Imprimerie : IOV 69200
Contact : **Le CITOYEN**

www.le-citoyen.info
Courriel : info@le-citoyen.info
Prix au N° : 1 euro
Abonnement : un an - 10 euros
N° ISSN : 1774-1041
Dépôt légal à parution

N° 37 - Janvier 2011

**FRONT
DE GAUCHE**